

# PolySeSouvient

Groupe des étudiants et diplômés de  
Polytechnique pour le contrôle des armes

www.polysesouvient.ca ❖ info@polysesouvient.ca ❖ @polysesouvient ❖ 514-816-7818



Communiqué de presse

## Engagements électoraux

### Seuls les partis d'opposition de l'Assemblée nationale s'engagent à améliorer le contrôle des armes

**Montréal, 21 septembre 2022** – En vue des élections provinciales du 3 octobre prochain, le collectif PolySeSouvient tient à informer les électeurs soucieux de sécurité publique au sujet des différentes positions des partis politiques sur la question du contrôle des armes sur la base de leurs réponses au questionnaire envoyé aux partis il y a deux semaines. « *Compte tenu de l'augmentation généralisée des crimes et des homicides impliquant des armes à feu, les Québécois sont inquiets et s'interrogent quant aux engagements des partis en matière de contrôle des armes à feu sur leur territoire,* » affirme **Nathalie Provost, survivante du massacre à l'École Polytechnique de Montréal.**

Voir les réponses intégrales des partis ainsi qu'un aperçu de leurs positions et actions antérieures dans l'annexe ici-bas.

#### Parti Conservateur

Tous les principaux partis ont répondu au questionnaire sur le contrôle des armes sauf le Parti conservateur du Québec, « *ce qui n'est pas surprenant étant donné qu'il était le seul à ne pas répondre en 2018,* » commente **Nathalie Provost, survivante et porte-parole de PolySeSouvient.** « *Pourtant, il y a deux semaines, monsieur Duhaime avait publiquement promis de le faire. Peut-être n'ose-t-il pas exposer davantage sa vive opposition au contrôle des armes, une cause qui est invariablement appuyée par la majorité des Québécois. Monsieur Duhaime et le Parti conservateur du Québec se sont systématiquement opposés aux diverses mesures qui encadrent l'accès et l'usage des armes à feu, le chef ayant en plus traité les survivantes de la tragédie à Polytechnique qui militent pour la cause de "filles qui braillent devant Polytechnique" et qui mentent.* »







#### Coalition Avenir Québec

« *Non seulement le parti n'a-t-il pas répondu aux questions, mais en voulant prioriser uniquement la lutte contre le trafic illégal, le parti ignore toutes les crimes commis à l'aide d'armes de poing légales, comme les tragédies à la Mosquée de Québec, à Concordia, au Collège Dawson, au Metropolis et bien d'autres. Les Québécois demandent la même chose que nous : oui luttons contre le trafic illégal, mais en même temps 8 sur 10 souhaitent l'interdiction des armes de poing légales. Par ailleurs, en prétendant que les armes d'assaut de style militaire sont déjà interdites au Canada, la CAQ démontre que le parti au pouvoir ne maîtrise pas la question et ignore la multitude d'armes d'assaut comme l'arme militaire russe "SKS" qui échappent aux prohibitions fédérales, signalant que notre collectif sera seul, sans l'appui d'un gouvernement caquiste, à se battre à Ottawa pour interdire ce type d'armes. Enfin, en ce qui concerne le registre des armes longues au Québec, la Coalition Avenir Québec se montre satisfaite des résultats : une conformité de 2/3 des armes, trois ans et demi après son entrée en vigueur, leur apparaît "rapide" et "très encourageante". Or selon nous, le rôle d'un gouvernement est de légiférer pour atteindre des résultats, pas pour des apparences. Pour un enjeu tel que la sécurité de la population, est-ce qu'un résultat au 2/3 est suffisant ? Poser la question, c'est y répondre. Notre collectif ne se contente pas si facilement.* »

**Parti Libéral, Québec Solidaire, Parti québécois, Parti vert**

« L'ensemble des partis d'opposition à l'Assemblée nationale propose des engagements généralement solides et proactifs pour le contrôle des armes. Ces partis s'engagent notamment à appuyer le renforcement du projet de loi fédéral (C-21) afin que soient interdites toutes les armes d'assaut de type militaire, comme le souhaitent 89 % des Québécois. Ils s'engagent également à agir pour augmenter la conformité au registre des armes québécois, ce que favorisent 78 % de la population. »

**Survol des résultats :**

	Réduira le nombre ou éliminera les armes de poing (légal) au Québec	Permettra aux forces policières d'intervenir tout au long du « pipeline de fer »	Appuiera proactivement... une interdiction totale des armes d'assaut au Canada	Augmentera la conformité de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu
	X	X	X	X
	X	X	✓	✓
	✓	X	✓	✓
	X	X	✓	✓
				
	✓	X	✓	✓

Légende			
✓	Favorable à la mesure réclamée	X	Aucun engagement face à la mesure réclamée

**Rappel des statistiques sur les crimes armés et la source des armes saisies par les forces policières :**

Bien que plusieurs prétendent que ce sont les armes de poing illégales qui constituent le principal problème, **le plus récent rapport de Statistique Canada** (voir [survol](#) ici) montre qu'au niveau du pays, c'est **6 % des crimes violents avec arme à feu** qui sont liés à une organisation criminelle ou à un gang de rue. De plus, de **récentes statistiques de la GRC** déposées à la Chambre des Communes (voir [survol](#) ici) montrent que le problème est loin de se limiter aux armes importées illégalement : **dans l'ensemble, 68 % des armes à feu saisies par les forces policières à travers le pays, incluant 40 % des armes de poing, proviennent du Canada.** En d'autres mots, la violence armée est un phénomène complexe qui exige un large éventail de mesures, qui touchent autant le marché légal que le trafic illégal – tout en poursuivant avec la lutte contre les causes sociétales de la détresse et la criminalité.

## ANNEXE : POSITION DES PARTIS SUR LE CONTRÔLE DES ARMES

### SOMMAIRE DES QUESTIONS :

- 1) Qu'allez-vous faire pour réduire le nombre ou pour éliminer les armes de poing sur le territoire du Québec? Par exemple, est-ce que vous prévoyez de demander au gouvernement fédéral une partie des sommes promises à cet effet pour lancer un programme de rachat (volontaire ou obligatoire) des armes de poing au Québec?
- 2) Est-ce que votre gouvernement permettra aux forces policières d'intervenir tout au long du « pipeline de fer » par lequel transitent les armes de poing illégales, y compris auprès d'entrepôts qui se trouvent sur une réserve autochtone?
- 3) Votre gouvernement appuiera-t-il proactivement un amendement au projet de loi C-21 pour assurer une interdiction totale des armes d'assaut au Canada?
- 4) Est-ce que votre gouvernement déploiera les moyens nécessaires pour faire augmenter la conformité de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu à un niveau acceptable, soit au moins 95 %?

## COALITION AVENIR QUÉBEC

### Historique du parti

En tant que parti d'opposition à l'Assemblée nationale (2016), la **Coalition Avenir Québec** a permis un vote libre sur le [projet de loi 64](#), « Loi sur l'immatriculation des armes à feu ». Dans l'ensemble, une majorité des **députés de la CAQ** ont voté en faveur, y compris son chef **François Legault**, avec **huit votes contre**. Le 29 janvier 2019, le gouvernement caquiste procède à [l'entrée en vigueur](#) de cette loi, tout en promettant des accommodements aux propriétaires d'armes. En octobre 2019, le [projet de loi 25](#) (qui selon PolySeSouvient [amène](#) autant d'améliorations que d'affaiblissements) est adopté et entre en vigueur.

### Réponses de la CAQ au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** « Avec le projet de loi C-21 déposé par le gouvernement fédéral, il devrait être pratiquement impossible d'acquérir ou de faire changer de mains des armes de poing. Nous soutenons les objectifs du fédéral dans ce dossier et nous appuyons leurs efforts. **La priorité du gouvernement du Québec est donc de s'attaquer au trafic d'armes illégal sur le territoire.** Si nous voulons faire cesser le trafic au Québec, il faut d'abord et avant tout que le fédéral prenne ses responsabilités. Des sommes astronomiques sont versées chaque année par les Québécois au fédéral, on est en droit de s'attendre à des résultats concrets. Le Québec assume pour sa part pleinement ses responsabilités en matière de prévention et de lutte contre la violence armée, notamment avec le déploiement de sa Stratégie CENTAURE. »
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** « Comme pour les frontières, la gestion de la sécurité dans les réserves autochtones relève d'abord et avant tout du gouvernement fédéral. Toutefois, le gouvernement du Québec et les corps policiers travaillent étroitement avec les communautés autochtones. Il ne faut jamais oublier que les premières victimes de la criminalité sur les réserves, ce sont les membres des communautés eux-mêmes. **Nous favorisons une approche de collaboration et de soutien aux corps policiers autochtones.** »
- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** « **La possession d'armes d'assaut est déjà interdite au Canada.** Nous collaborons activement avec le gouvernement fédéral pour améliorer le

contrôle des armes à feu sur le territoire du Québec. Comme pour les armes de poing, *la priorité du gouvernement de la CAQ demeure d'endiguer l'entrée d'armes d'assauts obtenues illégalement sur le territoire. On a été très clairs : on souhaite que le gouvernement fédéral en fasse plus pour éviter que des armes illégales passent nos frontières et se retrouvent entre de mauvaises mains. »*

- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** « *Nous souhaitons souligner la collaboration des propriétaires d'armes à feu au Québec qui se sont rapidement assurés d'enregistrer leurs armes. À ce jour, plus du 2/3 des armes légales sur le territoire sont enregistrées au registre. Le progrès est rapide, c'est très encourageant pour la suite. Le registre mis en place au Québec est robuste et il faut maintenant assurer un accompagnement adéquat des propriétaires d'armes à feu. »*

## PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

---

### Historique du parti

En avril 2012, le **gouvernement libéral** a entamé un **recours juridique** pour récupérer les données québécoises du registre fédéral. Malgré la défaite du Québec devant la Cour suprême (4 contre 5), le **gouvernement libéral s'est engagé à instaurer son propre registre provincial** des armes d'épaule. En juin 2016, tous les députés libéraux votent en faveur de l'adoption du **projet de loi 64**, « Loi sur l'immatriculation des armes à feu ».

### Réponse du PLQ au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** « *L'interdiction des armes de poing est une solution réfléchie et nécessaire. Nous ne pouvons pas endiguer la violence armée dans nos rues si nous ne mettons pas un frein à l'abondance des armes de poing. Comme vous le savez bien, le contrôle de ce type d'arme appelle au leadership des trois paliers de gouvernement et seule une approche concertée est susceptible de donner les meilleurs résultats. En ce sens, nous en appelons au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, de tenir ses engagements en matière de contrôle des armes à feu. Nous n'hésiterons pas à mettre toute la pression nécessaire à ce sujet. »*
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** « *Encore une fois nous partageons les inquiétudes des Québécois. Depuis les dernières années, le fléau du trafic des armes à feu a pris dangereusement de l'ampleur. Les violences armées se multiplient, les fusillades éclatent en plein jour et en plein centre-ville. La sécurité des Québécois et des Québécoises est la priorité absolue. On parle majoritairement de Montréal, mais ce phénomène de violence se manifeste un peu partout au Québec pensons par exemple à Laval et à Québec. Depuis maintenant plus d'un an que nous demandons au gouvernement d'investir en prévention, de mettre en place une escouade spécialisée et une opération d'envergure de lutte contre le trafic des armes. Il a fallu plusieurs mois après nos interventions au Salon bleu en février 2021 pour que la CAQ annonce son opération CENTAURE en septembre 2021. Il est impératif que cette opération dispose de toutes les ressources nécessaires pour mener à bien sa mission. De plus, nous nous inquiétons du trop peu de détails quant à la part du financement destinée aux organismes communautaires qui jouent un rôle crucial dans la prévention de la criminalité. C'est pour cette raison que nous disons que pour chaque dollar investi dans l'opération CENTAURE, la même somme, soit 90 millions de dollars supplémentaires doit être octroyée en aide aux organisations communautaires qui œuvrent en prévention. De même, nous nous sommes récemment engagés à revoir la fiscalité municipale afin notamment d'offrir aux villes les moyens d'augmenter leurs effectifs policiers sur le terrain et qu'elles disposent de tous les outils nécessaires pour contrer l'augmentation de la violence armée dans les rues. Comme vous l'indiquez, il est important d'augmenter les opérations visant à contrer l'importation illégale d'armes à feu. En ce sens, nous travaillerons avec l'ensemble des municipalités,*

*des corps policiers ainsi qu'avec les autorités des nations autochtones pour entraver au maximum le trafic d'armes à feu. »*

- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** *« Il n'y a pas de raison de détenir une arme d'assaut de style militaire. Nous appuierons toute mesure visant à restreindre de façon encore plus importante ce type d'armes au sein du Canada. Nous suivrons les débats sur ce sujet à la Chambre des communes avec grand intérêt. »*
- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** *« Effectivement, rappelons que la mise sur pied d'un registre des armes à feu est une réalisation du précédent gouvernement libéral et vise une plus grande protection du public et de nos forces policières par un contrôle accru des armes au Québec. Nous croyons que les efforts de sensibilisation doivent être continus afin d'assurer le respect de la loi et le succès de ce registre. »*

## QUÉBEC SOLIDAIRE

### Historique du parti

À la fin 2011, le **Québec solidaire** joint sa voix à celle des proches de victimes pour demander au gouvernement libéral d'entamer un recours juridique visant à préserver les données québécoises du registre fédéral. En tant que parti d'opposition à l'Assemblée nationale en 2016, **Québec Solidaire** appuie vigoureusement le projet de loi 64 et sa représentante à la **Commission parlementaire, Manon Massé**, pousse pour des améliorations et pose beaucoup de questions pertinentes. Les trois **députés de QS** votent en faveur du projet de loi 64.

### Réponses de QS au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** *« Québec solidaire a toujours été clair: nous souhaitons une interdiction des armes de poing mur à mur partout sur le territoire. Un gouvernement de Québec solidaire fera donc tout en son pouvoir pour accélérer cette interdiction. Nous allons également bonifier le financement des organismes communautaires afin qu'ils puissent engager davantage de ressources communautaires et civiles pour améliorer le travail psychosocial de prévention, notamment pour libérer les services de police et leur permettre de concentrer leurs efforts sur le crime organisé. Enfin, pour que le Québec puisse affirmer son droit de décider de son avenir et rapatrier tous ses pouvoirs, notamment en matière de contrôle d'armes, Québec solidaire s'engage à lancer une démarche d'assemblée constituante dès son arrivée au pouvoir. L'Assemblée constituante sera paritaire et représentative, composée de personnes élues au suffrage universel et aura pour mandat d'élaborer un projet de constitution pour un Québec indépendant. Ce projet sera soumis à la population par référendum et le processus sera soutenu et promu par le gouvernement solidaire. »*
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** *« Québec solidaire s'est toujours engagé à mettre en place les instruments juridiques et les initiatives nécessaires en vue d'éliminer le commerce illégal d'armes. C'est pourquoi nous allons, entre autres, bonifier le financement des organismes communautaires afin qu'ils puissent engager davantage de ressources communautaires et civiles pour améliorer le travail psychosocial de prévention et libérer les services de police pour leur permettre, de concert et en partenariat avec les autorités autochtones concernées, de concentrer leurs efforts sur le crime organisé et le trafic d'armes. »*
- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** *« Oui. Pour que le Québec puisse affirmer son droit de décider de son avenir et rapatrier tous ses pouvoirs, notamment en matière de contrôle d'armes, Québec solidaire s'engage également à lancer une démarche d'assemblée constituante dès*

son arrivée au pouvoir pour faire du Québec un pays, ce qui nous permettra d'assurer une interdiction complète des armes d'assaut sur notre territoire. »

- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** « Oui. Nous allons mettre en place toutes les mesures nécessaires afin d'augmenter la conformité à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. »

## PARTI QUÉBÉCOIS

### Historique du parti

À la fin 2011, le **Parti québécois joint sa voix à celle des proches de victimes** pour demander au gouvernement libéral d'entamer un recours juridique visant à préserver les données québécoises du registre fédéral. En février 2013, le **gouvernement péquiste** dépose le **projet de loi 20** en vue d'instaurer un mécanisme d'immatriculation qui puisse récupérer les données québécoises du registre fédéral. En tant qu'opposition officielle (2016) à l'Assemblée nationale, le **Parti québécois** appuie vigoureusement le projet de loi 64, et son représentant à la **Commission parlementaire, Stéphane Bergeron**, pousse pour des améliorations et pose des questions pertinentes. Tous les **députés péquistes** votent en faveur du projet de loi 64.

### Réponses du PQ au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** « Il faut agir pour que cessent les coups de feu au Québec. Le Parti Québécois a établi un plan de lutte contre la violence par arme à feu à Montréal. **Ce qui est le plus pressant, c'est de désarmer les criminels.** Il faut ajouter des ressources qui se consacreront à la saisie d'armes illégales. L'Opération CENTAURE, avec 90 M\$ et l'ajout de 107 policiers et experts, a permis, en un an, de saisir un peu moins de 400 armes illégales. C'est mieux que rien, mais ça reste nettement insuffisant. De plus, nous augmenterons les ressources disponibles en prévention de manière à assurer l'atteinte des objectifs à long terme. La prévention, c'est vraiment le nerf de la guerre. Les jeunes doivent trouver sur leur chemin des ressources pour les guider et les maintenir dans la bonne voie. Ça passe entre autres par les organismes communautaires qui travaillent directement avec eux, sur le terrain; y réinvestir massivement aura des effets bénéfiques, notamment pour contrer l'influence des gangs de rue. On doit aussi aider les écoles des quartiers les plus touchés à recruter davantage de travailleurs sociaux et de professionnels. Une autre voie à explorer consiste à se servir de l'urbanisme et du mobilier pour rendre les milieux de vie plus sécuritaires et dissuader les criminels armés. Plusieurs villes l'ont fait : on doit ajouter de la lumière, continuer de créer des parcs dans les secteurs les plus chauds, bref, décourager le criminel par la façon dont sont aménagés les quartiers, notamment à Montréal. Enfin, nous sommes d'avis qu'il faut affaiblir les gangs de rue. Le Parti Québécois propose dans cet objectif la création d'un registre des organisations criminelles. Il s'agit d'adopter une loi faisant en sorte d'établir, sur recommandation du ministre de la Sécurité publique, une liste des groupes criminels auxquels le fait de s'identifier pourrait valoir une peine de prison. Le Bloc continue d'essayer d'obtenir une telle loi au fédéral, après un premier refus. Le Québec a tous les avantages à prendre en main ce dossier. »
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** « Un fait à prendre en compte : 90 % des armes illégales qui circulent à Montréal proviennent des États-Unis. Souvent, elles y sont achetées 500 \$ et revendues 5000 \$ au Québec. Outre le danger qu'elles représentent, les armes sont une business. Et le Canada, aveugle, mou et négligent, continuera assurément de nuire, dans ce dossier. Or, les forces de l'ordre et les moyens technologiques pour traquer les trafiquants d'armes, nous les avons. On doit toutefois mieux les appuyer. C'est pourquoi **nous créerons une escouade mixte qui viendra soutenir et augmenter les efforts de patrouille le long de la frontière.** »



- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** « *Un gouvernement du Parti Québécois sera ouvert à appuyer de telles démarches, dans le but de proscrire des armes qui ne sont pas destinées à la pratique de la chasse. Nous déplorons par ailleurs le refus de la CAQ de saisir l'occasion de s'approprier les pleins pouvoirs en matière de contrôle des armes à feu sur le territoire québécois. Considérant la lenteur usuelle du palier fédéral à intervenir dans ces enjeux précis, nous croyons que le gouvernement du Québec, plus proche des citoyens, serait plus prompt dans ses actions.* »
- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** « *Au Parti Québécois, nous appuyons sans équivoque le registre des armes à feu. Nous voulons que le maximum d'armes y soient enregistrées, et nous considérons que les efforts de sensibilisation et d'incitation à l'inscription des armes n'ont pas été suffisants jusqu'à maintenant. Une fois au pouvoir, nous allons mettre en œuvre une stratégie de communication pour inciter les gens à enregistrer leurs armes. Notre principal objectif est que toutes les armes soient enregistrées le plus rapidement possible, et nous ferons tous les efforts nécessaires pour l'atteindre. Nous sommes aussi conscients des difficultés vécues par les utilisateurs lors du lancement du registre. Une procédure rapide, simple et facile d'utilisation permettra d'augmenter le taux d'enregistrement des armes.* »

## PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

### Historique du parti

Le **Parti conservateur du Québec** n'a pas répondu au questionnaire de PolySeSouvient (bien que le chef du parti se soit pourtant **engagé à le faire** lors d'un échange avec les médias le 7 septembre dernier). Monsieur Duhaime et des candidats conservateurs actuels et du passé se sont historiquement opposés aux mesures pour le contrôle des armes. Monsieur Duhaime est d'ailleurs un **ardent opposant** au registre des armes d'épaule (**qualifiant** ses partisans comme « *des filles qui braillent devant Polytechnique* »), et au moins un de ses candidats actuels aurait soulevé **des arguments similaires à ceux issus des groupes proarmes**. Selon **certains reportages médiatiques**, il y aurait eu environ une dizaine de militants proarmes parmi les candidats de ce parti dans le cadre des dernières élections, incluant **Guy Morin**, leader du principal groupe proarmes au Québec « **Tous contre un registre québécois des armes à feu** ». Sa **plateforme de 2019** a promis d'abroger la loi sur l'immatriculation ainsi que plusieurs autres mesures propres au Québec.

Registre des armes à feu: Morin et Duhaime ridiculisent les survivantes de Polytechnique



Insulter les survivantes d'une tuerie sexiste, en faisant la promotion des armes à feu tout en prétendant vouloir protéger la population? C'est l'exploit que parvient à réaliser Eric Duhaime en compagnie du porte-parole d'un lobby pro-armes et candidat du Parti Conservateur du Québec, Guy Morin, dans une entrevue cette semaine au FM93.

### Réponses du PCQ au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** N'a pas répondu
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** N'a pas répondu
- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** N'a pas répondu
- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** N'a pas répondu

## PARTI VERT DU QUÉBEC

---

### Réponses du Parti Vert au questionnaire de PolySeSouvient :

- **[Interdiction des armes de poing:]** « *Nous sommes favorables à l'interdiction des armes de poing au Québec, combinée avec un programme de rachat obligatoire. Nous voulons également implanter plusieurs politiques sociales qui visent à réduire la demande pour les armes de poing, tels que des investissements massifs dans les services de santé mentale, un meilleur encadrement de la jeunesse, davantage de programmes parascolaires, en plus de légaliser les drogues et la prostitution afin d'enlever ces industries lucratives des mains du crime organisé et des gangs de rue. »*
- **[Lutte contre le trafic illégal:]** « *Nous sommes de l'avis que les policiers ont déjà les outils nécessaires pour contrer le trafic des armes à feu illégales. À notre avis, il faut se concentrer à réduire la demande pour les armes à feu plutôt qu'investir dans les forces policières. »*
- **[Interdiction fédérale des armes d'assaut (de style militaire):]** « *Oui, la loi actuelle est trop faible. Les armes semi-automatiques qui peuvent tirer jusqu'à cinq balles sont toujours légales et devraient être interdites à l'échelle du pays. À notre avis, le gouvernement fédéral souhaite faire de la politique en interdisant certains modèles de styles d'assaut moins populaires, tout en permettant l'utilisation de certains modèles plus populaires, tels que le SKS qui ont exactement la même force et capacité des modèles qu'ils ont bannis. Nous sommes favorables au bannissement de toutes les armes semi-automatiques. »*
- **[Registre québécois des armes d'épaule:]** « *Oui, les lois concernant le registre des armes à feu doivent être respectées et appliquées à travers le Québec. »*